

Association NSS-Dialogues

Sciences et citoyenneté

Lors du Forum des associations « Repenser le développement : la société civile s'engage », organisé à l'initiative de l'association NSS-Dialogues en partenariat avec six autres associations¹, engagement avait été pris de poursuivre le dialogue ainsi ouvert autour de la question de l'environnement et du développement durable. L'objectif est de faire en sorte que la réflexion sur la recherche que nous menons tant au sein de l'association que de la revue soit prise en compte dans ces débats. Pour ce faire, il convient de multiplier les opportunités d'échanges entre les points de vue des associations qui y sont engagées. D'où l'initiative qu'a prise le bureau de NSS-Dialogues d'ouvrir aux associations qui le souhaiteront la page de la revue qui lui est réservée. C'est dans cet esprit qu'est aujourd'hui présenté ce texte émanant de l'Association Science Technologie Société (ASTS). Celle-ci propose la création d'une plate-forme de réflexion qui permettrait « d'aboutir à l'expression de vues largement partagées tant sur le diagnostic que sur les actions à entreprendre en direction de l'opinion publique, des institutions et du pouvoir politique ». Ce texte est donc mis en débat et ouvert à toutes les observations et à tous les commentaires.

Le Bureau

Les sciences et les techniques sont au centre des enjeux de nos sociétés. En témoignent les grands faits de l'actualité, de l'utilisation politique des technologies de l'information et de la communication (TIC) – instruments de libération des peuples – aux risques nucléaires. Elles génèrent des espoirs démesurés et des défiances folles. Nous sommes consommateurs de sciences et de technologies, mais, en même temps, fondamentalement critiques et méfiants. C'est un paradoxe contemporain.

Nous sommes donc tous concernés par les sciences et par les technologies qui participent fortement à la construction de l'avenir de l'humanité. Ce constat renvoie naturellement à la démocratie réelle, à la participation des hommes et des femmes au choix de leur destin, au pouvoir des citoyens face aux forces de l'économie.

La question n'est pas vraiment nouvelle. Elle apparaît dans les débats récents sur le progrès, le développement, la croissance. Elle est au centre des interrogations de l'opinion publique autour de l'environnement, qu'il s'agisse du réchauffement climatique, de l'effondrement de la biodiversité, de l'approvisionnement en eau, ou de l'exploitation des ressources de la planète par une humanité inspirée par une seule vision productiviste.

Mais ces débats sont encore marqués par une approche ponctuelle, partielle, étroite. Il faut maintenant positionner la place des sciences et des technologies dans la crise globale, environnementale, mais aussi économique, sociétale, culturelle, qui caractérise le monde actuel.

Les sociétés riches s'interrogent et mettent en cause soit la science elle-même, soit les institutions qui devraient la piloter conformément à l'intérêt général. Cette mise en cause trouve en partie son origine dans des crises qui ont ouvert des brèches dans l'infailibilité supposée de la science. Le feu nucléaire d'Hiroshima, le sang contaminé, la vache folle ont ébranlé la confiance de nos concitoyens dans la science. Ce trouble est amplifié par une accélération des découvertes scientifiques et des innovations technologiques qui trouble les repères.

Notre regard sur les enjeux de la connaissance a évolué. Souvent apparaissent la défiance à l'égard des scientifiques et des interrogations sur leurs responsabilités, qui sont le symptôme d'un phénomène plus profond.

Ces interrogations obligent à poser de lourdes questions sur l'articulation entre science, économie – aujourd'hui illustrée par Fukushima –, consommation, contenu du travail ; sur le poids d'objectifs économiques à court terme dans la définition des politiques scientifiques ; sur la dénaturation du concept d'innovation, asservi aux impératifs financiers. Les faits brutaux liés aux dérèglements monétaires de ces dernières années ont, en quelques mois, produit un effet de loupe sur ces interrogations.

La course effrénée à l'innovation alimente l'idée qu'on va « droit dans le mur », que cela « ne peut pas durer », que les ressources naturelles vont s'épuiser, que les pollutions de toute nature vont devenir insupportables... Cette idée est fortement ancrée dans une large part de l'opinion.

¹ Développement durable et territoires (DD&T), l'Association Science Technologie Société (ASTS), la Fondation Sciences citoyennes (FSC), la Société d'écologie humaine (SEH), Dossiers et débats pour le développement durable (4D) et VivAgora.

Il s'y ajoute le rôle de la science dans le perfectionnement et l'invention de nouvelles armes de guerre. Les attitudes de défense et de méfiance qui émergent, et apparaissent souvent comme conservatrices, en sont une traduction.

Cette résistance s'exprime aussi au travers de controverses, voire d'engagements militants forts d'opposition sur des dossiers sensibles comme les OGM, les nanotechnologies, les choix énergétiques... Cette attitude exprime le refus d'une réponse technique considérée comme néfaste, mais aussi une rupture par rapport aux institutions, au personnel politique, et parfois aux scientifiques qui, pour certains, ont perdu aux yeux de nos concitoyens leur crédibilité et leur légitimité.

Quoi qu'en disent les institutions et certains décideurs, on n'a pas affaire à des réactions d'ignorants, l'opposition ne relève pas d'un déficit de connaissances. En effet, plus les publics bénéficient d'un capital culturel élevé, moins ils acceptent les délégations dans lesquelles ils ne se reconnaissent pas. Derrière les controverses ponctuelles, s'exprime la défiance à l'égard des institutions, des politiques et des experts. Mais, au-delà, c'est le modèle de système de production qui est en cause.

Devant l'ampleur, la force et la pertinence de ces interrogations, les associations de culture scientifique ne peuvent pas rester inertes. Il est indispensable de poursuivre les débats engagés depuis quelques années et que le Forum des associations « Repenser le développement : la société civile s'engage » a permis de déployer. La période qui s'ouvre nous en donne l'occasion. Non que les élections présidentielles constituent l'alpha et l'oméga de la pensée politique, car la pauvreté conceptuelle des premiers échanges, à quoi s'ajoute l'abstention massive aux dernières élections départementales, fait redouter de passer à côté des questions qui occupent véritablement les citoyens dont nous sommes. Cependant, nous considérons que la période offre une opportunité de débat pour que les esprits s'ouvrent à ces nouvelles questions.

Il ne s'agit pas de tomber dans l'euphorie démocratique issue des évolutions récentes et heureuses du monde arabe. Et encore moins de ratifier la marche de la démocratie triomphant des forces du mal par la grâce du glaive des Occidentaux. Mais le fait est que, y compris au sein de sociétés en apparence verrouillées, de nouvelles exigences de partage de responsabilité, de reconnaissance de la dignité, émergent et se diffusent, en particulier grâce à l'usage massif des nouveaux médias. On ne peut ignorer aujourd'hui leur rôle dans la prise de conscience des peuples, qui par ailleurs accèdent à un niveau d'éducation sans précédent historique. En clair, la connaissance devient une donnée politique de premier ordre. Elle crée de nouvelles exigences, qui sont au cœur de la démocratie. Elle provoque une interpellation vigoureuse des institutions politiques comme des organismes économiques.

Quels sont nos objectifs ? Quelles sont nos méthodes ? Quelles sont nos propositions ?

En préalable, quelques principes doivent être affirmés. Nous refusons de nous réfugier dans l'utopie d'un changement radical de modèle comme condition préalable à tout engagement concret. Il nous faut au contraire définir, ici et aujourd'hui, sans attendre, avec tous les partenaires possibles, une conception renouvelée des sciences et de la citoyenneté. Ce combat peut, avec des luttes similaires, participer à la naissance d'un nouveau modèle économique à l'intérieur même de la société actuelle. Mais il est clair que l'on doit intégrer pleinement l'effet du modèle actuel sur la question scientifique. On ne peut pas séparer la réorientation de l'innovation dans un sens jugé conforme aux exigences de la soutenabilité du développement d'une réorientation parallèle du principe de concurrence libre et non faussée, dont le respect est à la base de la mondialisation libérale.

En second lieu, la réorientation de l'innovation et, plus fondamentalement, des sciences et des technologies n'est pas concevable à l'intérieur des seules limites nationales. C'est une difficulté supplémentaire, mais c'est aussi la réalité du champ de bataille. À l'heure de la mondialisation, l'international doit occuper toute sa place dans l'engagement militant.

Notre objectif est donc d'introduire la question de la place de la science dans notre société, dans la durée, mais en saisissant l'opportunité de la prochaine élection présidentielle.

Notre méthode, c'est le débat libre mais rigoureux, animé par un large collectif d'associations de culture scientifique, ouvert au mouvement citoyen.

Nos propositions seront élaborées au sein du collectif. Elles viseront à définir un cadre général positionnant la place des sciences et des techniques au sein de la société, à imaginer les dispositifs permanents assurant un pilotage démocratique, à énoncer des mesures concrètes visant à mettre en œuvre une véritable culture scientifique au service d'une société plus démocratique.

Le 7 juin 2011.

Contact : André Jaeglé

andrejaegle@sfr.fr



ASTS – Association Science
Technologie Société
33 bd Kellermann, 75013 Paris
Tél. : 01 44 89 82 82.
Fax : 01 40 35 27 73
Site : www.asts.asso.fr ;
Courriel : le_lien@asts.asso.fr